

7èmes Journées nationales de France urbaine

Lyon, 10 & 11 octobre 2024

Jeudi 10 octobre 2024 – 14h00-15h30

Atelier n° 3 : PLF, PLFSS : quelles priorités et quelles stratégies pour France urbaine ? (partie I)

Responsables France urbaine : Franck Claeys, Louise Cornillère et Bastien Taloc

Intervenants :

- **Bertrand Artigny**, vice-président de la métropole de Lyon
- **Audrey Hénocque**, adjointe au maire de Lyon
- **Claude Raynal**, sénateur de Haute-Garonne, président de la commission des finances du Sénat
- **François Rebsamen**, maire de Dijon, président de la métropole de Dijon, co-président de la commission finances de France urbaine
- **(sous réserve) Thomas Cazenave**, député de Gironde et ancien ministre délégué chargé des Comptes publics

Problématique :

L'élaboration des projets de loi de finances (PLF) et de financement de la sécurité sociale (PLFSS) 2025 intervient dans un contexte :

- *caractérisé par une somme d'incertitudes notamment s'agissant de la latitude des députés et sénateurs à faire évoluer le texte initial ;*
- *marqué par d'importantes menaces pour le financement des services publics locaux et l'évolution des fonds de concours aux collectivités ; et ce, en relation directe avec la situation délicate des finances publiques globales.*

Si les hypothèses de coupes budgétaires dessinées par le ministère de l'Économie et des Finances (cf. lettres plafonds) devaient, in fine, être mise en œuvre, en particulier dans les champs de la transition écologique, de la santé, des solidarités, de la sécurité et de l'emploi (déjà fortement impactés par les gels et surgels de 2024), nos territoires s'en retrouveraient fortement fragilisés et mis, de fait, devant la responsabilité de faire face aux conséquences induites pour leurs populations.

Cette fragilisation serait d'autant plus délicate pour les grandes collectivités si elle était couplée avec une diminution des fonds de concours aux collectivités territoriales et l'attrition des rares leviers fiscaux qui restent à leurs mains. De plus, d'autres menaces moins médiatisées sont potentiellement lourdes d'impact, telle la dégradation rapide de la situation financière de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) dont les collectivités risquent d'être appelées au redressement.

Comment appréhender ces enjeux dans la perspective de la discussion du PLF (et du PLFSS) 2025 ? Quelles priorités faire valoir dans le cadre de leur examen à l'Assemblée nationale et au Sénat ?

NB : Cet atelier n°3 sera suivi de l'atelier n°8 : quels modèles, quels moyens et quelles régulations pour répondre aux besoins sanitaires et sociaux ?

Déroulé :

Accueil et Introduction

1^{er} temps : Face à l'examen parlementaire du PLF 2025 : attentes, alertes et priorités « de terrain »

2^{eme} temps : Les objectifs poursuivis par les parlementaires (en amont de l'examen du PLF) et leurs réactions « à chaud » à l'écoute des prises de paroles précédentes

3^{eme} temps : France urbaine force de proposition : priorités et modalités d'action

Conclusion par le(s) parlementaire(s) : quels objectifs communs ? quelles attentes à l'égard de France urbaine ?